



TULLE le 30 juin 2025

Monsieur le président,

Les Finances Publiques sont au plus mal, voici le message qui tourne en boucle dans les médias, colporté par une classe politique accusatrice et culpabilisatrice. Ici on désigne l'immigration, là les feignants de travailleurs français, ailleurs les privés d'emplois. Quelques voix trans-partisanes commencent à devenir audibles lorsqu'elles apportent une autre explication à cette faillite annoncée, celle du pillage de nos finances par une oligarchie sans complexe qui infiltre tous les pans de nos institutions et de nos administrations.

Les révélations s'enchaînent : tel ministre est poursuivi par le Parquet National Financier, tel autre, grand argentier, a fait preuve de grande créativité pour minorer consciencieusement l'estimation de ses biens lors de sa déclaration d'intérêt. Le tout dans un climat d'impunité qui précipite la société dans la torpeur et une colère sourde. L'association anti-corruption ANTICOR estime le coût de la corruption en France à environ 120 milliards d'euros. Fléau qui mériterait sans doute d'être combattu dans une société en recherche de valeurs.

Quelques péripéties nous touchent de près. Le sénateur Les Républicains, Jean Francois Husson s'est déclaré « effaré » par les résultats de son contrôle sur pièces en se rendant à Bercy . Son contrôle cherchait à comprendre pourquoi le dispositif anti fraude destiné à combattre les montages CumCum avait été vidé de sa substance par des interprétations publiées au BOFIP. Il a déclaré avoir découvert le poids du lobby des banques et de la délinquance en col blanc. Les interventions directes du lobby des banques via l'association française des banques. Les sommes des redressements concernés et en cours, seraient de l'ordre de 4, 5 milliards d'euros, il parle de fraudes massives des banques. Constat éloquent s'il en est de ce qu'est devenu Bercy.

Bercy toujours, dans un article du Monde du 18 juin, fait état des « gros contribuables qui négocient leurs redressements avec l'État ». On y apprend que Bercy a conclu des accords à l'amiable avec 92 particuliers et 223 entreprises suite à des redressements faisant baisser la facture de 71,5 % et renonçant ainsi à 1,9 milliard d'argent public. La moyenne de ces rabais est de 60 millions par dossier. Le patron de Lactalis, entre-autres, peut dire merci. C'est dans le même temps que, sans rougir, le gouvernement appelle à faire 1,7 milliards d'économies sur notre système de santé. Nos vies ne valent rien, seul compte leur capital. Peu importe que notre hôpital se meurt sous les mesures d'austérités. A Bercy, on facilite la vie aux fraudeurs, entendez aux gros fraudeurs bien entendu. Bercy est devenu le guichet social des riches et des entreprises en mal de liquidités et de rentabilité.

Vous noterez, M le président ,que Bercy, c'est le terme générique qui désigne notre employeur. Celui là même, qui souvent par votre intermédiaire appelle à l'éthique, la déontologie, à la responsabilité face aux finances, bref nous moralise et nous culpabilise.

C'est le même Bercy qui baisse les moyens dévolus à l'action sociale et aux formations spécialisées.

Bercy s'est aussi occupé de notre protection sociale complémentaire. Il vient de choisir pour nous un prestataire : ALAN

Cette Société Anonyme, relève de l'assurance de personne lucrative, sans réseau physique, financée par des spéculateurs... En 7 ans, elle a cumulé 250 millions de pertes et n'a survécu jusqu'à présent que par des levées de fonds auprès des fonds spéculatifs. Pas à fonds perdus, non. Seul objectif/ récupérer ses pertes en saignant les fonctionnaires grâce à l'accès aux marchés publics, vaches à lait généreusement offertes par notre gouvernement. Ces bailleurs, connus à l'heure actuelle, sont le fonds de pension des instituteurs de l'Ontario (Canada),le fonds souverain de Singapour, le fonds de capital risque Lakestar etc... Par ailleurs, ALAN assume délocaliser le traitement des remboursements de soin vers des pays tiers de l'Union Européenne et jusqu'en Tunisie : quelles seront les garanties de confidentialité pour nos soins ? Comment aurons-nous la certitude que ces données ne fuiteront et ne pourront pas être utilisées contre nous ?

Concernant le cloud, il est à l'heure actuelle hébergé à Francfort, en Allemagne, et est la propriété d'Amazon : il sera directement connecté à SIRHIUS et donc aux États-Unis, parfait pour la « souveraineté » numérique dont on nous rebat les oreilles.

Comme le dit si bien ALAN à ses actionnaires : « Notre percée réussie dans le secteur public s'est révélée déterminante, contribuant à hauteur de 32 % à notre croissance en 2024. »

Avec l'arrivée de cette start-up, ce sera surtout l'arrivée de l'IA puisque nous basculerons sur une application connectée sur smartphone, avec assistant médical IA en chatbot que nous pourrons consulter à la place des médecins. L'objectif reste le même : par le biais des applications nous empêcher d'accéder aux soins, l'IA devant prédire et diagnostiquer et ainsi éviter le coût des remboursements liés à des consultations médicales, avec tous les risques que cela comporte pour les assurés. Et évidemment, ALAN intègre ses partenaires et fournisseurs dans l'application, puisqu'un shop sera disponible pour les lunettes etc.

Suite à la demande des fédérations syndicales d'avoir le rapport d'analyse (notation par critères et sous critères des opérateurs ayant répondu à l'appel d'offre), le ministère a refusé de communiquer les éléments nous permettant de s'assurer du bon déroulement des règles du marché. Pire, le secrétaire général adjoint a estimé que le sujet était clos le concernant, considérant que l'attribution du marché n'était entachée d'aucune anomalie.

Voici un florilège des données communiquées ce jour, sensées nous rassurer sur l'opérateur retenu :

- 150 permanences physiques sur le territoire chaque année, soit une permanence par direction dans l'année !

- les usagers effectueront leurs démarches sur leur compte et pourront contacter l'opérateur par différents canaux : plate-forme téléphonique, rappel téléphonique, mail, chat mais toujours pas d'interlocuteur physique. De quoi faire rêver nos fervents serviteurs du service public pour tous à Bercy.

Le combat s'organise pour obtenir le retrait de cette société d'investissement. A vous de faire remonter notre colère sur ce prestataire et l'opacité qui a conduit à son choix.

Voilà notre employeur, celui qui depuis des années méprise notre souffrance au travail, l'alimente même par des réformes inappropriées, un langage paradoxal, des mensonges qui maintenant va prendre la main sur notre santé.

Donc vous voila, fidèle serviteur, comme vous aimez à le rappeler devant nous. Aujourd'hui, comme vos prédécesseurs, vous allez vous targuer que les agents ne sont pas si mal, que vous faites au mieux, que ce n'est pas de votre compétence, etc.... bref, le grand moment de blabla annuel qui appelaient de la part de nous, organisations syndicales, des réactions véhémentes. Souvent des batailles de chiffres, des comparaisons pour juste espérer vous faire prendre conscience. En réponse de la compassion de façade et l'assurance de faire remonter à.... ce fameux Bercy. Celui qui rime depuis quelques années avec mépris et sentiment d'impunité. Les agents pourront remplir des milliers d'enquêtes, la position ne changera pas, tout va bien même quand tout le monde ou presque dit que tout va mal. Ça pourrait prêter à sourire, ça provoque du dépit, du désarroi. En cette fin juin 2025 et depuis le début de l'année, ce sont 10 collègues qui ont mis fin à leurs jours ; Quasiment le même nombre qu'en 2024, mais en seulement 6 mois. Scandale sanitaire annoncé, dénoncé et bien entendu méprisé. Que de similitudes avec France Télécom...

Localement, vous semblez vouloir redonner du sens au travail en privilégiant les liens entre agents et encadrants. Redonnez du sens dans des collectifs qui ne se projettent pas tant ils sont conscients que le seul bien que leur veut Bercy, c'est la suppression de leurs missions et donc de leurs emplois. Comment être bien, efficace, motivé lorsque, comme pour le PCE, on apprend au détour d'une note la suppression de sa mission, de son emploi ? Pressé par les organisations syndicales, vous vous êtes rendu auprès des quelques collègues présents. Nous, nous attendons encore que vous nous disiez quelle fut votre surprise et surtout en quoi le départ de l'expertise vers le SIE, le contrôle vers les DIRCOFI et futurs pôles nationaux, va vous pousser à créer un Pôle Unifié de Contrôle comme vous l'avez annoncé. Il y aurait un ersatz de Brigade De Vérification dans sa composition. Bref, l'affaire a l'air si bien préparée que vous avez dévoilé aux agents la panoplie habituelle de l'administration pour l'aide à mourir en silence (primes, priorités, etc).

Vous vous êtes engagé jusqu'au 31 décembre de cette année. Imaginez, les consciences, l'état d'esprit... que peuvent penser les agents de l'affaiblissement du poste comptable d'Argentat ? Des grands bouleversements programmés en matière de recouvrement, de gestion dans les SIE, du transfert de compétences vers des pôles nationaux, la liste n'est pas exhaustive.

Alors oui, Monsieur le Président, il nous restera toujours la force d'affronter le système que vous servez. Notre administration, par son exemplarité passée, sa rigueur passée, son impartialité passée, sa probité passée a participé à l'avènement de cette fameuse France. Celle que nous avons choisi de servir. Pas celle, des connivences, des arrangements entre copains, de l'exploitation des travailleurs et des ressources publiques.

Nul doute que vous vous refusiez à tous commentaires car la litanie habituelle sera, « ça ne dépend pas de moi », « je fais remonter », « c'est politique ». Alors, tout cela est un peu vrai mais, peut être seriez vous bien inspiré de vous indigner sur les maltraitements morales que vos collectifs de travail subissent par les décisions de Bercy. En matière de santé au travail, le jamais « responsable » n'existe pas, le coupable est souvent facile à identifier.

L'humain, rien que l'humain, toujours l'humain.